

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-lutte-pour-l-eau-dans-les-Ameriques>

# La lutte pour l'eau dans les Amériques

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : lundi 1er novembre 2004

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Par Maude Barlow , Tony Clarke

[Planete Bleue.info](#). Le 10 septembre 2004.

La privatisation de l'eau provoque des réactions sur le plan politique. L'Amérique Latine montre l'exemple mondial en exigeant la démocratisation de l'eau.

L'Amérique latine a la chance de posséder de l'eau douce en abondance. C'est sur son sol que coulent 4 des 25 plus grands fleuves du monde - l'Amazone, le Paraná, l'Orinoco et le Magdalena - dont le débit combiné de 5 470 milles<sup>3</sup>, (8 800 km<sup>3</sup>) égale presque celui des 21 autres. Quelques-uns des plus grands lacs du monde sont également situés en Amérique latine, dont le Maracaibo au Venezuela, le Titicaca au Pérou et en Bolivie, le Poopo en Bolivie, et le Buenos Aires, que se partagent le Chili et l'Argentine. Le bassin amazonien fournit à lui seul 20% du débit global - les ressources renouvelables qui constituent notre réserve d'eau douce. Avec un cinquième des ressources en eau du globe, le Brésil est, de tous les pays, le plus riche en eau. [1] L'Amérique latine détient le record mondial de la disponibilité en eau avec un peu moins de 110 500 pieds<sup>3</sup> (33 680 m<sup>3</sup>) par personne et par an. La géographie, la pollution et les inégalités sociales, cependant, déséquilibrent les conditions d'accès à l'eau des Latino-américains, et la plupart d'entre eux sont loin de consommer la totalité de la part qui leur revient.

Pays relativement aride, le Mexique peut fournir la quantité négligeable d'environ 13 000 pieds<sup>3</sup> (3 960 m<sup>3</sup>) par personne. Dans la majeure partie de la Vallée de la ville de México, ce berceau de la civilisation précolombienne qui abrite l'actuelle capitale, au désert naturel viennent se joindre les zones désertifiées par l'homme, qui sont en pleine expansion. Autrefois surnommée la "Venise du Nouveau Monde" car elle est bâtie sur un lac et sillonnée de canaux, México s'enfonce aujourd'hui et finit d'exploiter les derniers aquifères du lit de son lac. Il s'agit là d'un héritage laissé par les conquistadores, qui ont employé des esclaves pour démanteler les systèmes d'extraction d'eau potables les plus durables des autochtones.

En Amérique du Sud, la salination d'origine humaine provoque la désertification de parties conséquentes du Pérou, de la Bolivie et du nord-ouest de l'Argentine. Au total - en comptant les vastes déserts naturels de Patagonie au sud de l'Argentine et l'Atacama au nord du Chili - environ 25% de l'Amérique latine est aujourd'hui aride ou semi-aride. La plus grande partie des Caraïbes aussi manque d'eau douce, car les îles sont trop petites pour héberger des rivières de taille conséquente. [2]

De mauvaises pratiques agricoles, une industrialisation sauvage et la pauvreté urbaine ont énormément nui aux ressources en eau de l'Amérique latine. Les populations sujettes à une explosion démographique qui s'entassent dans les mégapoles d'Amérique latine dévorent et contaminent leurs ressources en eau, obligeant les autorités à rechercher toujours plus loin de nouvelles sources d'approvisionnement en eau. Dans la majeure partie des grandes villes, plus de 50% de l'eau se perd à cause des fuites présentes dans les canalisations. Certaines villes perdent 90% de leur eau à cause des tuyaux qui fuient. [3] 70% de l'eau de Mexico provient des aquifères, et l'exploitation de ces ressources souterraines est 80 fois plus rapide que leur régénération naturelle. [4] Au même moment, les habitants de Sao Paulo se voient menacés de rationnement. Cette ville dépend de ressources de plus en plus éloignées, ce qui fait augmenter les coûts de transport de l'eau au-delà des moyens financiers d'un grand nombre de gens.

Dans toute la région, bassins aquifères et écosystèmes aquatiques servent fréquemment de décharges pour les détritiques, les rejets miniers et les déchets de l'industrie et de l'agriculture. La pollution des cours d'eau le long de la frontière qui sépare le Mexique des Etats-Unis est telle que certains vont jusqu'à parler d'un "Love Canal de 2 000 milles", allusion à un quartier situé du nord de l'Etat de New York qui en 1978 a été déclaré zone sinistrée au niveau fédéral à la suite d'une contamination chimique. Le plus gros pollueur de la région est le Brésil - le pays le plus riche en eau. Le Brésil laisse libre cours à d'énormes pollutions chimiques et industrielles, y compris des déversements de mercure provenant de l'industrie minière de l'or. Seules quelques endroits d'Europe de l'Est et de Chine dépassent le niveau de contamination des cours d'eau brésiliens. La plupart des eaux usées d'Amérique latine continuent de réintégrer les rivières, les lacs et les canaux sans avoir été traitées.

La pauvreté qui sévit constitue un facteur supplémentaire : après des années d'ajustements structurels imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, l'Amérique latine est la région où règne la pire disparité dans la répartition des revenus. En parallèle, on constate une énorme inégalité dans l'accès à l'eau. Plus de 130 millions de personnes n'ont pas l'eau potable à leur domicile, et on estime qu'environ une personne sur 6 jouit d'installations sanitaires convenables. [5] La situation empire à cause de politiques qui, favorisant l'agriculture industrielle, chassent chaque année des millions d'agriculteurs vivriers vers les taudis surpeuplés des villes.

La destruction des ressources en eau, à laquelle vient s'ajouter un accès inéquitable, a laissé la majorité des Latinos-américains « pauvres en eau ». De plus, des millions d'entre eux vivent sans aucun accès à de l'eau propre. Alors que les ressources naturelles de la région pourraient fournir à chacun près de 110 500 pieds<sup>3</sup> (33 680.4 m<sup>3</sup>) par an, l'habitant moyen a accès à seulement 1 010 pieds<sup>3</sup> (307.8 m<sup>3</sup>) par an. En comparaison, l'Américain du Nord a en moyenne accès à 4 160 pieds<sup>3</sup> (1 268 m<sup>3</sup>) et l'Européen à 2 255.6 pieds<sup>3</sup> (687.5 m<sup>3</sup>). [6]

Au cours de la dernière décennie, la région a vu affluer des sociétés privées à but lucratif qui ont exacerbé les problèmes de pénurie, d'urbanisation, de pollution et d'accès inéquitable. Des fournisseurs d'eau du privé, déterminés à tirer profit de la crise de l'eau en Amérique latine, se sont installés ou projettent de s'installer dans la plupart des pays de la région, dont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Pérou, la République dominicaine, le Salvador et l'Uruguay.

La plupart de ces sociétés privées sont des filiales des trois plus grandes multinationales de l'eau - Suez et Vivendi (France) et RWE - Thames Water (Allemagne) : les 3 Grands. Il y a une dizaine d'années, les 3 Grands fournissaient à peine 51 millions de personnes dans seulement 12 pays. Ensemble, ils fournissent aujourd'hui de l'eau et des services de traitement des eaux usées à presque 300 millions de clients dans plus de 130 pays. Suez et Vivendi contrôlent plus de 70% du marché des services de l'eau dans le monde. Leur revenu a suivi le rythme de leur croissance. Vivendi, par exemple, a gagné 12 milliards de dollars en 2002, contre 5 milliards il y a une décennie. Les 3 Grands figurent parmi les 100 sociétés les plus riches du monde, avec un revenu combiné de presque 160 milliards de dollars en 2002 et un taux de croissance annuel de 10%, plus rapide que celui de l'économie de plusieurs des pays où ils opèrent. [7]

Souvent, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de Développement (BID) facilitent l'irruption de ces sociétés sur le marché latino-américain. Suez et Vivendi usent toutes deux de leur considérable influence auprès des prêteurs multilatéraux pour faire de la distribution privée de l'eau une « condition » à l'allègement de la dette ou à de nouveaux prêts. D'après l'association Public Citizen, la région doit à la seule BID 58 milliards de dollars, ce qui donne à cette dernière un immense pouvoir pour imposer la privatisation de l'eau à des municipalités aux abois. Les projets actuels de la BID allouent plus d'1 milliard de dollars au financement de services privatisés de distribution de l'eau et de systèmes sanitaires. En fait, plusieurs des prêts les plus généreux consentis par la BID au cours de la dernière décennie sont allés directement à des transnationales de l'eau pour le fonctionnement de concessions privées dans des pays tels que l'Argentine, la Bolivie et le Honduras.

Parallèlement, la Banque mondiale a décidé de tripler son aide financière annuelle aux projets relatifs à l'eau du secteur privé mondial. Après avoir bénéficié pendant dix ans du soutien lucratif de la Banque mondiale, les 3 Grands exigent maintenant un financement garanti pour se protéger des fluctuations des monnaies nationales avant d'investir dans les pays en voie de développement. Au même moment, les opérations des grands fournisseurs d'eau privés suscitent une opposition croissante, d'une grande vivacité, dans de nombreuses régions d'Amérique latine. Tout comme c'est le cas dans les autres pays, les effets nocifs et bien documentés de la privatisation de l'eau sont : les augmentations des tarifs, la cessation des services en cas de non-solvabilité des clients, une baisse de la qualité de l'eau, les énormes profits d'investissement réalisés par les corporations, les contrats secrets, les pots-de-vin et la corruption.

Dans la province uruguayenne du Maldonado, les tarifs de l'eau ont énormément augmenté et les réserves ont été contaminées lorsque Uruqua, une filiale de la société des eaux Aguas de Bilbao, a obtenu le droit de distribuer l'eau

sur une base lucrative de « pleine récupération des coûts. » Les Uruguayens ont réussi à programmer un référendum national, à valeur législative qui se déroulera en octobre 2004, pour que l'eau bénéficie de la protection de la Constitution en tant que droit de l'homme et richesse publique hors de portée de sociétés à but lucratif.

A Porto Rico, où Suez est mandaté pendant 10 ans à fournir les services de l'eau par un contrat d'un montant de 4 milliards de dollars, le « Solicitor » général Carlos Lopez a vivement critiqué le bilan de la société. Lopez affirme que Suez a consacré beaucoup d'énergie à perfectionner les méthodes de facturation et d'encaissement, mais n'a apporté « aucune amélioration » à la distribution d'eau potable aux consommateurs.

Il est probable que la plus célèbre réaction à la privatisation de l'eau est celle qu'a connu Cochabamba en Bolivie, lorsque au début de l'an 2000 Bechtel, le géant de BTP, y a installé sa filiale, Aguas del Tunari, augmentant immédiatement les tarifs au-delà des capacités de paiement de l'immense majorité de la population. La firme était autorisée par contrat à faire payer aux gens l'eau qu'ils tiraient de leurs propres puits et de leur envoyer des encaisseurs chargés de leur facturer l'eau de pluie recueillie dans les citernes placées sur leurs toits. Les consommateurs subirent des augmentations tarifaires allant jusqu'à 200% - la société s'étant fixé un objectif de 58 millions de dollars de bénéfices annuels. [8] Des actions publiques de protestation obligèrent le gouvernement à annuler les mesures de privatisation, mais Bechtel a maintenant introduit un recours en justice pour obtenir de la Bolivie un manque à gagner de 25 millions de dollars. Malgré l'échec cuisant subi à Cochabamba, le gouvernement bolivien continue à mettre en oeuvre plusieurs projets de privatisation, dont un qui prévoit d'exporter et de vendre de l'eau en gros à leurs voisins chiliens qui en ont besoin pour leur industrie minière. Si l'on se base sur la tentative d'exportation de gaz naturel vers le Chili en octobre dernier, il est à prévoir que ce projet va se heurter à une réaction négative de la population bolivienne.

La poussée en faveur de la privatisation de l'eau au Mexique fournit encore un exemple inquiétant de la manière dont les gouvernements, les institutions financières internationales et les fournisseurs d'eau du privé marchent main dans la main, faisant preuve de très peu de considération envers le bien public. Le gouvernement du Mexique, ainsi que d'autres gouvernements du Sud, pose les jalons en vue de la mainmise des corporations sur l'eau dans le pays. Dès les années 1990, une série de changements constitutionnels et législatifs avaient déjà commencé à faire passer dans le privé les services de l'eau du Mexique. En 1992, par exemple, l'administration Salinas avait modifié la constitution de manière à permettre à des corporations basées à l'étranger d'obtenir des contrats et des concessions sur l'eau et avait fait passer une nouvelle loi nationale autorisant les transnationales à investir dans les services de l'eau du Mexique. Plus tard, dans son chantier national pour le développement, le gouvernement Zedillo confia la responsabilité de l'eau et des services sanitaires aux municipalités.

Il en résulta une privatisation de 20% de l'eau du Mexique au cours de la dernière décennie. Les principaux acteurs en ont été les deux géants de l'eau basés en France, Suez et Vivendi, ainsi que United Utilities, basés au Royaume-Uni, et la société espagnole Agua de Barcelona. Pour ces corporations, les cibles principales ont été de fournir en eau et services les grandes zones touristiques et les centres urbains, laissant aux bons soins du gouvernement les municipalités moins peuplées et moins lucratives.

L'actuel président du Mexique, Vicente Fox, ancien cadre de Coca-Cola, a cherché la privatisation de façon encore plus agressive. Au lendemain du 11 septembre, son administration a décrété que l'eau était une question de sécurité nationale. Ce qui permet à l'Etat d'appliquer ses pleins pouvoirs, y compris sous forme d'opérations militaires et de mesures anti-terroristes, à l'encontre de quiconque est perçu comme un opposant aux projets gouvernementaux de restructuration et de privatisation du secteur de l'eau.

C'est également en 2001 que le gouvernement mexicain a créé le Programme pour la Modernisation des Sociétés de Gestion de l'Eau (PROMAGUA) pour promouvoir la privatisation. La Banque mondiale et le gouvernement fédéral ont fourni les 250 millions de dollars nécessaires au démarrage du projet. [9]

PROMAGUA coordonne l'importante restructuration de l'eau mexicaine en fournissant des aides généreuses aux différents projets et en attirant l'investissement étranger. Il facilite le passage du service public de l'eau aux corporations privées en donnant son aval à des contrats ou à des concessions - d'une durée allant de cinq à cinquante ans - liant les pouvoirs locaux aux sociétés privées de l'eau, avec une préférence pour les centres urbains peuplés de 50 000 personnes ou davantage. Dès 2002, PROMAGUA avait coordonné la signature d'accords avec 28 des 30 états mexicains, à savoir 687 municipalités regroupant 70% de la population citadine du pays.

PROMAGUA a établi une banque nationale de données pour aider les corporations étrangères à choisir où investir dans les services de l'eau mexicains. Cela s'est fait avec l'aide du Centre mondial pour l'Environnement (WEC) une organisation à but non lucratif basée à New York qui facilite les partenariats entre les industries et les gouvernements et bénéficie du soutien des plus grosses sociétés transnationales du monde. Le WEC collabore étroitement avec PROMAGUA pour obtenir les informations et les renseignements nécessaires à cette banque de données.

Parallèlement, PROMAGUA a ouvert à la périphérie de Mexico un centre de formation où sont enseignés les métiers de l'eau. Plus de 3 000 personnes ont reçu dans ce centre, co-sponsorisé par une quarantaine d'entreprises basées en France, une formation les rendant aptes à travailler sur le réseau rénové et privatisé de l'eau à Mexico. Suez et Vivendi, cela va sans dire, sont parmi les sponsors les plus en vue et les plus actifs du centre de formation de PROMAGUA. En plus des subventions gouvernementales, PROMAGUA reçoit des aides conséquentes d'institutions financières internationales dont la Banque mondiale, la BID, et la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement. En 2003, par exemple, la Banque mondiale a annoncé qu'elle injecterait 5 milliards de dollars au Mexique au cours de deux années suivantes. Bien que destiné par avance à une quantité de projets de développements des infrastructures, une part considérable de ce prêt servira à financer l'annexion du service public de l'eau par les corporations par le biais de la Corporation internationale financière de la Banque.

Mexico illustre parfaitement ce qui se passe lorsque des corporations à but lucratif unissent leurs efforts pour s'approprier le service public de l'eau. En 1993, le gouvernement partageait le réseau de distribution de l'eau en quatre quartiers administratifs. Suez et Vivendi prirent chacun le contrôle d'un quartier, tandis que United Utilities et Severn Trent, sociétés basées au Royaume-Uni, s'emparaient des deux autres. Les sociétés se mirent alors à facturer l'eau aux résidents de la ville de Mexico en appliquant des tarifs différents et donc inéquitables. De plus, lorsque le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) gagna les élections municipales et demanda l'alignement des tarifs de l'eau sur toute la zone métropolitaine, les corporations commencèrent par protester, puis s'exécutèrent pour ne pas encourir la perte de ces précieuses concessions.

En plus des tarifs de facturation injustifiés, la privatisation du service de l'eau à Mexico et ailleurs dans le pays a engendré un nombre incalculable d'autres problèmes. On coupe souvent l'eau aux habitants qui n'arrivent pas à payer leurs factures inflationnistes et les responsables des sociétés les font souvent attendre longtemps avant d'examiner leurs réclamations. En 2001, par exemple, Vivendi a augmenté ses tarifs de 60% à Mexico, ce qui a entraîné des défauts de paiement et en conséquence des coupures d'eau affectant principalement les pauvres du quartier concerné. Les inondations sont beaucoup plus fréquentes, résultat d'une absence d'entretien de la tuyauterie et des canalisations. Dans l'ensemble, les gros distributeurs d'eau se sont montrés peu désireux d'investir substantiellement en vue de l'amélioration des infrastructures, en revanche l'idée d'endetter toujours plus lourdement les municipalités semble les enthousiasmer.

Dans toute l'Amérique latine, on assiste de plus en plus à la montée d'une résistance acharnée face à ce vol de l'eau publique. Dans les communautés de quelque taille que ce soit, les citoyens descendent dans la rue, organisent des référendums et des pétitions et luttent pour leur droit à l'eau. Les militants et les universitaires d'Amérique latine sont à l'avant-garde du mouvement mondial pour la justice en matière d'eau, s'exprimant dans les conférences internationales, s'opposant à la politique de la Banque mondiale et organisant une Convention des Nations Unies qui régira le droit à l'eau.

Le 22 août 2003, 47 organisations issues de la base et venues de 16 pays américains se sont rencontrées à San Salvador où elles ont fondé un nouveau mouvement nommé RED VIDA. Ce réseau inter-américain de militants pour le droit à l'eau a publié la Déclaration de San Salvador pour le droit à l'Eau et sa Protection. Plusieurs des groupes membres de ce nouveau réseau ont joué des rôles centraux lors du Forum mondial de l'Eau de Kyoto qui s'est déroulé en mars 2003 au Japon, au cours duquel la Banque mondiale et les gros distributeurs d'eau ont tenté sans succès de convaincre le monde que leur privatisation faisait l'objet d'un « consensus ». Lorsque les 3 Grands, la Banque mondiale et leurs alliés essayèrent de convaincre les participants au Forum de Kyoto d'adopter les « partenariats public-privé », les présentant comme la meilleure manière d'assurer les services relatifs à l'eau, les organisations issues de la société civile et les militants du droit à l'eau du monde entier formèrent une alliance pour empêcher la réalisation de ce projet. S'appelant les « guerriers de l'eau », les membres de l'alliance entreprirent de contester efficacement le « consensus » déterminé à l'avance qui concernait neuf autres sujets abordés au cours du Forum. RED VIDA a également joué un rôle déterminant dans la création du Mouvement populaire mondial pour l'eau, pendant un sommet qui a eu lieu à New Delhi à la veille du Forum social mondial 2004 de Mumbai en Inde. Les membres de RED VIDA ont conclu de solides alliances avec des organisations indiennes elles aussi engagées dans la résistance à l'invasion des sociétés des eaux du secteur privé.

Cela fait près de 20 ans que le peuple d'Amérique latine combat le néolibéralisme, avec plus ou moins de succès. Mais la tentative de marchandisation de l'eau pour le profit d'investisseurs vivant au loin a insufflé au mouvement une vitalité renouvelée. C'est comme si l'on avait tracé une ligne dans le sable. Parce qu'il est impossible de survivre sans eau, cette lutte est empreinte d'une urgence et d'une ténacité toutes particulières. On ne fera pas taire leurs exigences d'une démocratisation de l'eau.

**Source :** NACLA Report on the Americas, vol 38 n°1, juillet / août 2004.

**Traduction :** C.F. Karaguezian, pour RISAL

*Post-scriptum :*

**Notes :**

---

[1] Marq de Villiers, *Water* (Toronto : Stoddart Publishing, 1999).

[2] Armando Chávez, "Latin America : Poor Distribution of Water and Even Worse Use," in 2004 Express, <http://www.barcelona2004.org/eng/actualidad/publicaciones/focus/html/f041366.htm>, citing the Economic Commission for Latin America and Caribbean.

[3] World Resources, 1998-99 (New York : Oxford University Press, 1998).

[4] Mario Osava, "Mega Cities Squander Water Resources," Inter Press Service, March 19, 2004, citing the Global Environment Outlook study by the UN.

[5] Press Release, Pan American Health Organization, October 3, 2002.

[6] World Resources, 1998-99 (New York : Oxford University Press, 1998).

[7] "The Water Barons," Center for Public Integrity, 2003, <http://www.icji.org/water/default.aspx>.

[8] Maude Barlow and Tony Clarke, *Blue Gold : The Fight to Stop the Corporate Theft of the World's Water* (New York : New Press, 2002).

[9] The following paragraphs on PROMAGUA in Mexico are based on research conducted by Alejandra Peña of the National Autonomous University of Mexico (UNAM) while on a study assignment at the Polaris Institute in Canada, 2003-2004.